

FONDATION JEAN COTXET
Reconnue d'Utilité Publique

Siège social : 7, boulevard de Magenta
75010 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025

FONDATION JEAN COTXET

Reconnue d'Utilité Publique

Siège social : 7, boulevard de Magenta
75010 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025

Aux membres de la Fondation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation « **JEAN COTXET** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe 3.3.3 des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay-sous-Bois le 16 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Thibault DAVID
Commissaire aux comptes Associé





COMPTES ANNUELS



BILAN ACTIF AU 1/01/2025 AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice 31/12/2025			Exercice 31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)	240 549	196 862	43 687	46 736
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	282 209	173 445	108 764	-
Autres Immobilisations incorporelles	570 707	301 305	269 402	406 478
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	33 061	-	33 061	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 353 777	-	2 353 777	2 354 177
Constructions	27 963 944	16 376 465	11 587 478	11 400 050
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 626 129	1 279 058	347 071	362 196
Autres Immobilisations corporelles	24 120 941	15 534 416	8 586 524	9 188 856
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	1 569 105	-	1 569 105	1 591 959
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	42 138	-	42 138	42 138
Autres titres immobilisés	3 547 232	-	3 547 232	3 312 444
Prêts	1 753 998	-	1 753 998	1 753 998
Autres	723 634	-	723 634	717 918
Total (II)	64 586 874	33 664 689	30 922 185	31 130 215
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 080 145	272 959	11 807 186	9 338 493
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres Créances	1 714 199	-	1 714 199	1 274 257
Charges constatées d'avance	475 480	-	475 480	455 112
Valeurs mobilières de placement	4 404 373	-	4 404 373	3 993 926
Instruments financiers à terme et jetons détenus	-	-	-	-
Disponibilités	2 379 127	-	2 379 127	1 485 728
Total (III)	21 053 324	272 959	20 780 365	16 547 516
Frais d'émission des emprunts (IV)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (V)	-	-	-	-
Écarts de conversion Actif (VI)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	85 880 747	34 134 510	51 746 237	47 724 466

BILAN PASSIF AU 1/01/2025 AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice 31/12/2025	Exercice 31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 500 000	371 018
Fonds propres complémentaires	855 571	484 553
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	-	
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves pour projet de l'entité	9 026 579	8 783 368
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	8 745 474	8 502 264
Autres	6 403 648	7 903 648
Report à nouveau	8 097 732	8 154 935
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 753 192	6 036 077
Excédent ou déficit de l'exercice	1 420 285	253 729
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	860 386	641 666
Situation nette (sous total)	11 108 350	9 641 381
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 322 619	1 474 111
Provisions réglementées	9 909 292	9 773 242
Total I	22 340 261	20 888 734
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	3 800 939	3 836 444
Total II	3 800 939	3 836 444
PROVISIONS		
Provisions pour risques	190 255	178 255
Provisions pour charges	3 448 432	3 546 681
Total III	3 638 687	3 724 936
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 886 561	5 715 487
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 563 644	1 373 205
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	10 815 483	10 402 017
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	51 872	51 872
Autres dettes	3 641 429	1 723 520
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	7 360	8 251
Total IV	21 966 350	19 274 352
Ecarts de conversion Passif (V)	-	
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	51 746 237	47 724 466

COMPTE DE RESULTAT exercice du 1/01/2025 au 31/12/2025		
	Exercice 31/12/2025	Exercice 31/12/2024
COMPTE DE RESULTAT		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	600	120
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	-	-
dont ventes de dons en nature	-	-
dont ventes de biens des activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de service	-	208 161
dont parrainages	-	-
dont ventes de prestations de services des activités sociales et médico-sociales	-	-
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	81 157 132	76 997 047
dont concours publics et subventions d'exploitation des activités sociales et médico-sociales	81 157 132	76 997 047
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	10 569	3 765
Mécénats		-
Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	258 394	238 266
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	433 052	1 264 778
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6 600	
Utilisations des fonds dédiés	663 826	287 268
Autres produits	811 534	-
Total I	83 341 707	78 999 405
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock	-	-
Autres achats et charges externes	17 335 175	15 937 245
Aides financières	35	95
Impôts, taxes et versements assimilés	5 984 183	5 698 232
Salaires et traitements	39 000 576	37 968 371
Charges sociales	15 534 589	15 144 970
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 292 568	2 205 134
Dotations aux provisions	562 902	512 971
Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	2 307	
Reports en fonds dédiés	635 310	781 036
Autres charges	604 686	626 935
Total II	81 952 330	78 874 989
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 389 377	124 416
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	13 460	9 924
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	40 000	9 972
Autres intérêts et produits assimilés	-	54 075
Reprises sur provisions, dépréciations	9 930	-
Différences positives de change	-	-
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	110 429	193 406
Total III	173 820	267 377
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	9 930
Intérêts et charges assimilées	142 912	135 581
Différences négatives de change	-	-
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total IV	142 912	145 511
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	30 908	121 866
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	1 420 285	246 282
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		188 445
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		158 829
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	29 616
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	22 169
Total des produits (I + III + V)	83 515 527	79 455 227
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	82 095 242	79 201 498
EXCEDENT OU DEFICIT	1 420 285	253 729
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	860 386	641 666
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-	0
Prestations en nature	13 118	0
Bénévolat	-	0
TOTAL	13 118	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	-	0
Mises à disposition gratuite de biens	-	0
Prestations en nature	13 118	0
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	-	0
TOTAL	13 118	

FONDATION JEAN COTXET
7 boulevard de Magenta 75010 PARIS

ANNEXE

Table des matières

1	Préambule	3
2	Présentation de L'entité et de ses activités	3
2.1	Présentation de l'entité	3
2.2	Faits significatifs	4
3	Règles et méthodes comptables	4
3.1	Principes comptables	4
3.2	Evènements postérieurs à la clôture	4
3.3	Principales méthodes utilisées	4
3.3.1	Agrégation des comptes annuels	4
3.3.2	Immobilisations incorporelles et corporelles	6
3.3.3	Information sur le changement de règles, méthodes comptables estimations et corrections d'erreur	6
3.3.4	Créances et dettes	7
3.3.5	Provisions pour risques et charges	7
3.3.6	Subventions d'investissement	7
3.3.7	Provisions réglementées	8
3.3.8	Fonds dédiés	8
3.3.9	Indemnités de fin de carrière	8
3.3.10	Compte Epargne Temps	9
4	Informations relatives au bilan	10
4.1	Actif	10
4.1.1	Tableau des immobilisations	10
4.1.2	Tableau des amortissements	11
4.1.3	Tableau des dépréciations	11
4.1.4	Etat des créances	12
4.1.5	Détail des produits à recevoir	13
4.1.6	Détail des charges constatées d'avance	13
4.2	Passif	14
4.2.1	Variation des fonds propres	14
4.2.2	Report à nouveau	15

4.2.3	Détermination du résultat effectif global	15
4.2.4	Résultat effectif des établissements ou catégories d'établissements	16
4.2.5	Tableau de suivi des fonds dédiés par projets	17
4.2.6	Tableau des provisions pour risques et charges	17
4.2.7	Etat des dettes	18
5	Informations relatives au compte de résultat.....	19
5.1	Présentation du compte de résultat.....	19
5.2	Présentation des produits d'exploitation.....	20
5.3	Détail des financements publics	21
6	Autres informations.....	21
6.1	Contributions volontaires en nature.....	21
6.2	Transactions effectuées avec des contreparties	21
6.3	Engagements hors bilan	22
6.3.1	Engagements financiers	22
6.3.2	Dettes garanties par des suretés réelles	22
6.4	Effectif moyen	23
6.5	Honoraires du commissaire aux comptes	23
6.6	Information sur les rémunérations des dirigeants	24
7	Informations des fondations et fonds de dotation.....	24

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan 51 746 237 €
- Total du compte de résultat (produits) 83 515 527€
- Résultat de l'exercice 1 420 285 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de La fondation.

2 PRÉSENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 *Présentation de l'entité*

Créée en 1959 par Pierre BRISSE, Président du Tribunal pour Enfants de la Seine, l'Association d'Action Educative de la Seine, qui deviendra l'**Association JEAN COTXET** en 1964, a été reconnue d'utilité publique par décret du 7 décembre 1971. L'association a souhaité se transformer en Fondation Reconnue d'Utilité Publique. Cette transformation est entérinée par décret du 6 novembre 2025.

La cohérence de son développement et la permanence de son activité ont fait et continuent d'assurer la reconnaissance de la fondation en matière de Protection de l'Enfance. Cet esprit d'innovation a marqué l'histoire de notre fondation, de toujours chercher des réponses pour les situations complexes aux frontières de l'éducatif et du soin.

L'association puis la maintenant la fondation Jean Cotxet s'est développée dans une progression mesurée, afin de toujours maintenir une cohérence identitaire et une unité d'action. S'il y a une diversité de dispositifs d'accueil ou d'accompagnement, c'est pour offrir des modes de réponses au plus près de la demande dans l'intérêt des usagers. Les établissements et services ont chacun leur spécificité, mais tous partagent les mêmes valeurs et visent les mêmes objectifs généraux, en lien avec leur mission commune.

Tous les établissements se trouvent sur un même territoire géographique, sur Paris et la région parisienne. Cette proximité permet une circulation facilitée et des temps de rencontre avec la Direction Générale dans sa fonction de support et de contrôle.

La fondation gère à ce jour 37 établissements et services :

- 👉 3 services d'accueil familial, dont un service d'urgence petite enfance,
- 👉 2 services d'AEMO judiciaire et 1 service d'AEMO intensive,
- 👉 15 foyers et services appartements éducatifs,
- 👉 3 services de placement à domicile,
- 👉 1 service d'accueil et d'hébergement provisoire,
- 👉 2 lieux-rencontre, 1 service de mesures d'accompagnement protégé et 1 service de visites en présence d'un tiers,
- 👉 1 service de réparation pénale et 1 service d'investigation éducative,
- 👉 1 service d'AED,
- 👉 3 services d'accueil de jour éducatif,
- 👉 1 service d'activités psycho-pédagogiques et éducatives de jour,
- 👉 1 siège social.

2.2 Faits significatifs

Consciente que les jeunes sont notre avenir commun, et après avoir engagé une réflexion sur son modèle actuel et sur les moyens de développer ses missions d'utilité publique, l'association a souhaité se transformer en Fondation Reconnue d'Utilité Publique afin de consolider, de manière pérenne, son histoire, ses valeurs et son expertise acquise au service des personnes en situation de vulnérabilité, au premier titre desquelles les mineurs, les jeunes majeurs et leur famille. C'est ainsi que cette transformation est entérinée par décret du 6 novembre 2025.

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2022-06 et 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 14 Décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;

3.2 Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

3.3 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.3.1 Agrégation des comptes annuels

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

FOYERS

- FOYER JEAN-COTXET RUE DE L'OURCQ A PARIS
- INTERNAT PHARE JENNER A PARIS
- FOYER AMANDIERS-BELLEVILLE
- FOYER MAISON D'ENFANTS DU SACRE-CŒUR
- FOYER DE NEAUPHLE-LE-CHÂTEAU
- FOYER DE BIEVRES
- FOYER DE PALAISEAU
- FOYER DE GARCHES
- SAS 92
- LES ACCUEILS DE SEINE-SAINT-DENIS
- FOYER DE LA VARENNE-SAINT-HILAIRE / SAINT-MAUR-DES-FOSSES
- FOYER DE VILLIERS-SUR-MARNE
- FOYER DE THIAIS
- MECS FRATRIES
- MAISONS ET APPARTEMENTS EDUCATIFS DU VAL D'OISE

URGENCE

- SERVICE D'HEBERGEMENT ET D'ACCUEIL PROVISoire DE LA CROIX- NIVERT A PARIS

ACCUEIL FAMILIAL

- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL DE PARIS
- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL DE SEINE SAINT DENIS
- SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL URGENCE PETITE ENFANCE

MILIEU OUVERT

- SERVICE D'A.E.M.O. DE PARIS
- SERVICE D'A.E.D. DE PARIS
- SERVICE D'A.E.M.O. DE SAINT-DENIS
- SERVICE D'AEMO INTENSIVE

ACCUEIL DE JOUR

- SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR EDUCATIF DE PARIS
- SERVICE D'ACCUEIL PSYCHO-PEDAGOGIQUE EDUCATIF DE JOUR
- SERVICE D'ACCUEIL DE JOUR EDUCATIF DE VILLENEUVE LA GARENNE

AUTRES SERVICES

- ADOPHE 78
- ADOPHE 93
- ADOPHE 94
- REPARATION PENALE A ST DENIS
- SERVICE D'INVESTIGATION EDUCATIVE
- SERVICE DE VISITES MEDIATISEES : LA PARENT'AISE
- ESPACES RENCONTRES ET SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT PROTEGE
- SIEGE SOCIAL
- ACTIVITE EN PROPRE

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

Le tableau de la note 4.2.4 détaille les résultats par établissement.

3.3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés dans le coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée ¹
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	5 ans
Logiciel	1 à 5 ans
Bâtiments	50 à 75 ans
Installations générales, agencements, aménagements	5 à 50 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

▪ Application de la méthode par composants

La méthode de comptabilisation par composant est appliquée depuis l'exercice 2007, en conséquence : les ensembles immobiliers possédés par l'entité ont été décomposés.

3.3.3 Information sur le changement de règles, méthodes comptables estimations et corrections d'erreur

Changement de réglementation comptable (année 2025)

L'application pour la première fois du règlement ANC n° 2022-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03, à compter du 1^{er} janvier 2025, et du règlement ANC n° 2023-03, article 5, entraîne des changements de comptabilisation et de présentation.

Changements de réglementation appliqués de manière prospective :

Les principaux impacts sont :

- Résultat exceptionnel :
 - o Les cessions/sorties d'immobilisations sont dans le résultat d'exploitation ou dans le résultat financier s'il s'agit d'immobilisations financières ;
 - o Les quotes-parts de subventions d'investissement sont dans le résultat d'exploitation ;
 - o Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs, les autres événements sont traduits dans le résultat d'exploitation y compris pénalités etc...
- Suppression des transferts de charge :
 - o A adapter en décrivant les modifications éventuelles :
 - Refacturations diverses ;
 - Remboursements reçus en compensation de charges de personnel ;
 - Indemnités d'assurance reçues ;
 - Frais d'émission d'emprunt.

Changement de présentation :

- o Présentation du compte de résultat :
 - Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
 - Les transferts de charges N-1 ont été regroupés sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions.
- o Présentation du bilan :
 - Les frais d'établissements sont présentés dans un total séparé du bilan et non plus dans le total des immobilisations ;
 - Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
 - Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

3.3.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Nous avons déprécié à 100% les créances antérieures à 2024 et à 50% les créances de 2024. Les créances antérieures à 2023 ont été comptabilisées en perte sur créances irrécouvrables.

3.3.5 Provisions pour risques et charges

- Provisions pour litiges	190 255 €
- Provisions pour départ en retraite	3 448 432 €
- Autres provisions pour charges	0 €

3.3.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont destinées à financer l'acquisition ou la création d'immobilisations, ou à financer des activités long terme. Les subventions sont délivrées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public

Le montant des subventions d'investissements, lorsqu'il est inscrit au compte 13, est repris au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien amortissable qu'il finance. Dans le cas d'un bien non amortissable et en absence de clause d'inaliénabilité, la reprise est étalée sur dix (10) ans

3.3.7 Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

3.3.8 Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte passif "Fonds dédiés" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte "Reports en fonds dédiés".

Le montant de ces fonds dédiés s'élève à 3 800 939 € au 31/12/2025.

3.3.9 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont comptabilisées en provision pour 3 448 432 €.

Ce montant est calculé selon la méthode du corridor à partir des hypothèses suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires 2%,
- Âge de départ à la retraite 64 ans pour l'ensemble du personnel,
- Taux de rotation moyen 9.20% jusqu'à 55 ans, 0% au-delà,
- Taux de charges sociales 53 %,
- Taux d'actualisation 3.95%,
- Table de mortalité TH-TF 002.

En 2020, le montant de la provision correspondait à la totalité de l'engagement relatif aux indemnités de fin de carrière déterminé suivant la méthode des unités de crédit projetées. A compter de 2021, la fondation a choisi d'appliquer la méthode du Corridor et de changer ses hypothèses d'évaluation. La méthode du corridor qui est appliquée consiste à n'amortir le montant cumulé des écarts actuariels que sur une base correspondant à l'excédent de ces écarts cumulés par rapport à 10 % de la dette du régime. L'amortissement de cet excédent est effectué linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des bénéficiaires du régime.

L'application de cette méthode fait ressortir les informations suivantes :

- Provision brute 2025 = 3 448 432 €,
- Ecart actuariel global calculé = 160 439 €,
- Corridor (=10 % de la provision calculée) = 464 933 €,
- Quote-part écart actuariel amorti sur 2025 = 138 559€
- Écart actuariel non comptabilisé = 326 374 €.

3.3.10 Compte Epargne Temps

Depuis 2013, il est intégré au bilan, la dette relative aux jours épargnés par le personnel sur un compte épargne temps, dans les dettes sociales et fiscales pour un montant total de 1 426 487 €.

Le montant déjà versé au 31 décembre 2025, au titre du compte épargne temps, auprès de l'organisme gestionnaire Malakoff Médéric soit 1 153 097 €, a été converti en valeurs mobilières de placement souscrites au nom de la fondation , auprès du Crédit Coopératif. Nous avons comptabilisé ces valeurs mobilières de placement en immobilisations financières.

La dette représentant les jours épargnés au titre de l'année 2025 soit 273 390 €, sera convertie en valeurs mobilières de placement en 2026 (année du versement à Malakoff Médéric).

Le différentiel constaté entre les montants versés à Malakoff Médéric pour les placements jours (1 153 097+ 273 390 € = 1 426 487 €) et la revalorisation des compteurs faite, chaque année, par Malakoff Médéric au regard des derniers éléments reçus (1 397 737€), qui s'élève à +28 750 €, n'est pas comptabilisé puisqu'il n'est pas versé par la fondation à Médéric. Il est couvert par les produits de placement dégagés au moment des retraits (jours).

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Diminution	virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement	240 549				240 549
TOTAL I	240 549	-	-	-	240 549
Autres Immobilisations incorporelles	842 563	11 072	719		852 916
TOTAL II	842 563	11 072	719	-	852 916
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	2 354 177			400	2 353 777
Constructions	15 294 883			1 642	15 293 241
Installations générales, agencement des constructions	11 819 157	100 503		751 044	12 670 704
Installations techniques, matériels et outillage Industriels	1 546 420	116 113	39 053	2 648	1 626 129
Installations générales, aménagements divers	18 041 601	125 545	64 471	172 767	18 275 442
Matériel de transport	2 067 675	245 643	45 418		2 267 900
Matériel de bureau et informatique	1 072 709	108 535	53 719		1 127 526
Mobilier	2 299 810	215 655	65 392		2 450 073
Autres					-
Immobilisations corporelles en cours		948 018	13 395	667 542	1 602 165
Avances et acomptes	1 591 959			- 1 591 959	0
TOTAL III	56 088 391	1 860 012	281 447	-	57 666 956
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations et créances rattachées	42 138				42 138
Autres titres Immobilisés	3 297 607	360 722	135 865		3 522 465
Prêts et autres Immobilisations financières	1 753 998				1 753 998
Autres	742 685	66 598	60 882		748 401
TOTAL IV	5 836 428	427 320	196 747	-	6 067 002
TOTAL (I+II+III+IV)	63 007 932	2 298 405	478 913	-	64 827 423

4.1.2 Tableau des amortissements

AMORTISSEMENTS	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	virement poste à poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais établissement	5 ans	linéaire	193 813	3 049			196 862
TOTAL I			193 813	3 049	0	0	196 862
Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans	linéaire	436 085	40 102	1 438		474 750
TOTAL II			436 085	40 102	1 438	0	474 750
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains		linéaire					0
Constructions	50 à 75 ans	linéaire	7 404 273	384 275	151 838		7 636 710
Installations générales, agencement des constructions	5 à 50 ans	linéaire	8 309 717	448 555	18 517		8 739 755
Installations techniques, matériels et outillage industriels	5 à 10 ans	linéaire	1 184 223	133 073	38 238		1 279 058
Installations générales, aménagements divers	5 à 10 ans	linéaire	9 994 034	971 648	64 471		10 901 210
Matériel de transport	5 ans	linéaire	1 511 845	230 535	45 418		1 696 963
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans	linéaire	887 103	109 352	53 719		942 736
Mobilier	5 à 10 ans	linéaire	1 899 956	161 402	67 851		1 993 507
Autres							0
Immobilisations corporelles en cours							0
Avances et acomptes							0
TOTAL III			31 191 152	2 438 839	440 051	0	33 189 939
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							0
Participations et créances rattachées							0
Autres titres immobilisés							0
Prêts et autres immobilisations financières							0
TOTAL IV			0	0	0	0	0
TOTAL (I+II+III+IV)			31 821 050	2 481 990	441 489	0	33 861 551
Dont dotations et reprises :							
- d'exploitation				2 481 990		0	
- financière							
- exceptionnelle							

4.1.3 Tableau des dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Solde début exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde en fin d'exercice
DEPRECIATIONS				0
Sur immobilisations :				0
- incorporelles				0
- corporelles				0
- financières				0
Sur stocks et en cours				0
Sur comptes clients	193 139	164 755	84 934	272 959
Sur créances reçues par legs ou donations				0
Autres dépréciations	9 930		9 930	0
TOTAL	203 069	164 755	94 864	272 959

4.1.4 Etat des créances

CREANCES	MONTANT BRUT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts (1)	1 753 998		1 753 998
Autres immobilisations financières	4 313 004		4 313 004
Créances de l'actif circulant			
Organismes payeurs	12 080 145	12 080 145	
Usagers et comptes rattachés			
Autres créances	1 714 199	1 714 199	
Charges constatées d'avance	475 480	475 480	
TOTAL	20 336 826	14 269 824	6 067 002
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	0		

4.1.5 Détail des produits à recevoir

Détail des produits à recevoir	Montants
Cautions données	21 461
Autres produits à recevoir	1 244 028
Subventions à recevoir	4 923
Salaire à recevoir	111 400
Charges sociales à recevoir	140 001
charges parafiscales à recevoir	5 060
TOTAL	1 526 873

4.1.6 Détail des charges constatées d'avance

Détail des charges	Montants
achats	292
Services extérieurs	402 714
Autres services extérieurs	20 693
Autres charges de gestion courante	37 163
Charges de personnel	972
stocks	13 646
TOTAL	475 480

4.2 Passif

4.2.1 Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Virements compte à compte	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
	Montant		Montant	Montant	Montant	Montant
FONDS PROPRES						
Fonds propres/fonds associatifs sans droit de						
Statutaires	371 018	1 128 982				1 500 000
Complémentaires	484 553	371 018				855 571
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	0					0
Fonds propres/fonds associatifs avec droit de						
Statutaires	0					0
Complémentaires	0					0
Ecart de réévaluation	0					0
Réserves	0					0
Réserves statutaires ou contractuelles	0					0
Réserves pour projet de l'entité	8 783 368			271 519,93	28 309	9 026 579
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>8 502 264</i>			<i>271 519,93</i>	<i>28 309</i>	<i>8 745 474</i>
Autres	7 903 648	-1 500 000				6 403 648
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>						<i>0</i>
Report à nouveau	-8 154 935		253 729	5 295 323	5 491 649	-8 097 732
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-6 056 077</i>		<i>-641 666</i>	<i>4 790 467</i>	<i>5 865 916</i>	<i>-5 753 192</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	253 729		-253 729	1 420 285		1 420 285
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-641 666</i>		<i>641 666</i>	<i>660 386</i>		<i>660 386</i>
Autres fonds propres/fonds associatifs	0					0
Avances conditionnées	0					0
Autres : à préciser	0					0
Fonds associatifs avec droit de reprise	0					0
Apports	0					0
Legs et donations	0					0
RAN des activités SMS sous gestion contrôlée	0					0
SITUATION NETTE (I)	9 641 381	0	0,00	6 987 128	5 520 159	11 108 350
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	1 474 110,53				151 492	1 322 619
Provisions réglementées	9 773 242			147 329	11 273	9 909 292
TOTAL (II)	11 247 353	0	0,00	147 329	162 771	11 231 911
TOTAL (I+II)	20 888 734	0	0,00	7 134 457	5 682 930	22 340 261
Dont dotations et reprises :						
- d'exploitation						
- financière						
- exceptionnelle						

4.2.2 Report à nouveau

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début d'exercice	Solde fin d'exercice
Report à nouveau sans droit de reprise		
Report à nouveau gestion libre	2 636 286	2 444 627
Dépenses refusées	-4 755 145	-4 789 167
Report à nouveau sous contrôle de tiers	0	0
report à nouveau	-2 230 899	-1 628 325
Charges rejetées	0	0
Charges dont la prise en compte est différée	-3 805 177	-4 124 866
TOTAL	-8 154 935	-8 097 732

4.2.3 Détermination du résultat effectif global

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	1 420 285	253 729
Reprise du résultat antérieur	-520 905	-482 731
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	899 380	-229 002
Dont résultat effectif sous gestion propre	559 899	895 396
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	339 481	-1 124 398

4.2.4 Résultat effectif des établissements ou catégories d'établissements

SERVICES ET ETABLISSEMENTS	EXERCICE 2025			Reprise de résultats antérieurs	Reprise sur réserve ou mesure d'exploitation	RESULTAT de GESTION 2025	Charges non opposables	RESULTAT sous contrôle de l'autorité de tarification
	PRODUITS	CHARGES	RESULTAT COMPTABLE					
FOYERS	45 495 001,91	45 314 084,38	180 917,53	-477 267,79	36 385,50	-259 964,76	745 824,00	485 859,24
Etablissement de l'Ourcq Foyer	1 107 647,68	1 101 465,04	6 182,64			6 182,64	50 624,00	56 806,64
Etablissement de l'Ourcq Appartements	410 480,13	392 863,30	17 616,83	12 273,03		29 889,86	503,00	30 392,86
Etablissement Jenner Intemat	3 337 101,69	3 319 962,22	17 139,47	-159 338,58		-142 199,11	70 213,00	-71 986,11
Etablissement Jenner PHARE	1 083 939,65	1 078 264,58	5 675,07	0,00		5 675,07	10 346,00	16 021,07
Etablissement Amandiers -Belleville Foyer	1 511 172,66	1 423 331,46	87 841,20	-8 895,62		78 945,58	-26 115,00	52 830,58
Etablissement Amandiers -Belleville Suite Educative	1 662 485,25	1 615 715,05	46 770,20	67 648,72	9 370,12	123 789,04	38 079,00	161 868,04
Maison du Sacré-Cœur Maison d'Enfants	6 184 938,79	6 336 796,57	-151 857,78	-30 440,94	19 546,46	-162 752,26	20 864,00	-141 888,26
Maison du Sacré-Cœur Cortol	1 076 430,13	964 658,33	111 771,80	-32 845,30	4 000,00	82 926,50	-2 680,00	80 246,50
Foyer éducatif de Neauphle-Le-Château	2 631 717,45	2 758 914,18	-127 196,73	17 569,71		-109 627,02	36 340,00	-73 287,02
SSAA 78	276 225,96	276 185,87	40,09			40,09	3 040,00	3 080,09
Foyer Odette Benedetti-Blévières	2 107 660,03	2 027 145,60	80 514,43	-43 942,40		36 572,03	31 724,00	68 296,03
Appartements de Palaiseau	450 327,91	458 047,39	-7 719,48	11 740,14		-35 979,34	5 866,00	-30 113,34
Foyer éducatif de Palaiseau	1 117 338,36	1 012 584,33	104 354,03	-19 637,33		84 716,70	13 349,00	98 065,70
Foyer de Garches	1 405 459,12	1 459 177,44	-53 718,32		0,00	-53 718,32	43 235,00	-10 483,32
SAS mineurs	721 003,91	604 676,01	116 327,90		0,00	116 327,90	-1 365,00	114 962,90
SAS majeurs	405 394,31	367 434,87	37 959,44		0,00	37 959,44	-8 902,00	29 057,44
Accueil de Soins-Saint Denis	2 520 155,36	2 527 189,97	-7 034,61	25 527,72		18 493,11	29 011,00	47 504,11
Foyer La Vanneau St - Maur	3 532 296,01	3 812 511,99	-280 215,98	-150 498,00		-430 713,98	64 909,00	-365 804,98
Villa Préaut - Villiers sur Marne	2 865 383,98	2 715 234,51	150 149,47	-36 000,00		114 149,47	53 546,00	167 695,47
Etablissement de Thiais	2 908 649,56	3 150 913,32	-242 263,76	-48 820,00	3 468,92	-287 614,84	61 338,00	-226 276,84
MECS fraternelles	1 927 285,31	1 919 237,72	8 047,59	-81 608,94		-73 561,35	41 498,00	-32 063,35
Maisons et Appartements Educatifs du Val d'Oise	6 251 908,66	5 951 374,63	300 534,03	0,00		300 534,03	210 401,00	510 935,03
URGENCE	1 417 402,77	1 574 344,14	-156 941,37	0,00	12 885,00	-144 056,37	17 912,00	-126 144,37
S.A.H.P. la Croix Nivert	1 417 402,77	1 574 344,14	-156 941,37	0,00	12 885,00	-144 056,37	17 912,00	-126 144,37
ACCUEIL FAMILIAL	22 376 238,07	21 523 508,95	852 729,12	-382 171,09	0,00	470 558,03	-824 916,00	-354 357,97
SAF 75	13 137 030,28	12 048 397,02	1 088 633,26	-114 811,26		973 822,00	-513 873,00	459 949,00
SAF 93	7 456 708,12	7 668 202,59	-211 494,46	-261 795,27		-473 289,73	-357 345,00	-830 634,73
SAF 93 URGENCE PETITE ENFANCE	1 782 499,67	1 806 909,35	-24 409,68	-5 564,56		-29 974,24	46 302,00	16 327,76
MILIEU OUVERT	5 191 044,00	5 024 399,46	166 644,54	-47 272,03	158,00	119 530,51	81 600,00	201 130,51
SAEMO 75	1 275 708,72	1 303 229,17	-27 520,45	58 740,85		31 220,40	38 593,00	69 813,40
AED 75	1 285 798,23	1 158 970,93	126 827,30	-128,81		126 698,49	6 454,00	133 152,49
La Parent'aise Villes Méditerranéennes	640 881,40	617 975,58	22 905,82	8 322,83		31 228,65	5 944,00	37 172,65
DAI	59 353,44	57 821,46	1 531,98	14 132,56		15 664,54		15 664,54
AEMO 93	1 099 690,40	1 137 566,90	-37 876,50	-128 339,46	158,00	-166 057,96	34 657,00	-131 400,96
AEMO Intensiva	829 611,81	748 835,42	80 776,39	0,00		80 776,39	-4 048,00	76 728,39
ACCUEIL DE JOUR	3 323 525,38	3 297 817,38	25 707,99	54 615,63	0,00	80 323,61	2 168,00	82 491,61
SAJE13-14	880 853,06	881 346,99	-493,93	1 133,95		640,02	-2 242,00	-1 601,98
SAJE11-12	994 152,09	1 010 339,36	-16 187,27	60 000,00		43 812,73	-12 970,00	30 842,73
SAPPEJ	1 059 256,06	1 010 799,41	48 456,65	-6 518,32		41 938,33	5 924,00	47 862,33
SAJE 92	389 264,15	395 331,62	-6 067,47	0,00		-6 067,47	11 456,00	5 388,53
AUTRES SERVICES	4 085 386,44	4 292 508,88	-207 122,44	281 761,71	0,00	74 639,27	58 030,00	132 669,27
ADOPH8 93	969 361,36	1 156 132,35	-186 770,99	185 000,00		-1 770,99	15 737,00	13 966,01
ADOPH8 94	850 246,12	1 040 658,04	-190 411,92	0,00		-190 411,92	901,00	-189 510,92
ADOPH8 78	596 640,00	531 669,25	64 970,75			64 970,75	22 985,00	87 955,75
Réparation pénale	453 621,54	466 913,57	-13 292,03	50 000,00		36 707,97	-3 254,00	33 453,97
SIE	1 215 517,42	1 097 135,67	118 381,75	46 761,71		165 143,46	21 661,00	186 804,46
Charges récapitulées	3 555 998,15	3 557 547,38	-1 549,23	0,00	0,00	-1 549,23	52 130,00	50 580,77
SIEGE SOCIAL	3 555 998,15	3 557 547,38	-1 549,23	0,00		-1 549,23	52 130,00	50 580,77
RESULTAT DES ACTIVITES SOUMISES A APPROBATION	85 444 596,70	84 584 210,57	860 386,13	-570 333,57	49 428,50	339 481,06	132 748,00	472 229,06
MAP	48 398,23	21 899,32	26 498,91			26 498,91		26 498,91
Lieu Rencontre Lancry,	234 976,59	219 550,15	15 426,44			15 426,44		15 426,44
Lieu Rencontre Clichy	256 072,93	274 658,68	-18 585,75			-18 585,75		-18 585,75
AMI	366 382,54	366 382,54	0,00			0,00		0,00
ACTIVITE EN PROPRE	69 515,41	13 139,27	56 376,14			56 376,14		56 376,14
RESULTAT DES ACTIVITES EN GESTION LIBRE	975 345,70	895 629,96	79 715,74	0,00		79 715,74	0,00	79 715,74
RESULTAT DE L'ACTIVITE RETRAITEMENTS	-117 963,23	-598 146,18	480 182,95			480 182,95		480 182,95

4.2.5 Tableau de suivi des fonds dédiés par projets

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Fonds dédiés affectés à divers projets	379 171	402 346	171 310			610 208	
Fonds dédiés affectés à des investissements	2 626 400	109 230	37 486			2 698 144	
Contributions financières d'autres organismes							
Fonds dédiés affectés à divers projets	803 876	46 593	384 878			465 591	
Ressources liées à la générosité du public							
Fonds dédiés affectés à divers projets	26 967					26 967	
						0	
						0	
						0	
Total	3 836 415	558 169	593 674	0	0	3 800 910	0

4.2.6 Tableau des provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Solde début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Solde en fin exercice
Provisions pour risques	178 255	18 000	6 000	190 255
Provisions pour charges sur legs ou donations	0			0
Provisions pour pensions et obligations similaires	3 546 454	232 817	330 839	3 448 432
Provisions pour restructurations	0			0
Provisions pour impôts	0			0
Provisions pour charges à répartir	0			0
Autres provisions pour charges	227	16 879	17 106	0
	0			0
TOTAL	3 724 936	267 696	353 945	3 638 687
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation		267 696	353 945	
- financière				
- exceptionnelle				
Ecart : dotations et reprise sur legs ou donations en compensation des produits				

4.2.7 Etat des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	5 886 561	521 684	1 839 697	3 525 179
Emprunts et dettes financières divers (1)				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 563 644	1 563 644		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	10 815 483	10 815 483		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	51 872	51 872		
Autres dettes	3 641 429	3 641 429		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	7 360	7 360		
TOTAL	21 966 350	16 601 474	1 839 697	3 525 179
(1) Montants :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice	790 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	617 135			

Détail des charges à payer	Montants
Fournisseurs factures non parvenues	260 901
Personnel	1 752 172
Organismes sociaux	108 101
Taxes dues sur les rémunérations	42 571
Dettes concernant les congés payés	5 530 928
Autres charges à payer	674 157
TOTAL	8 368 829

5 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 *Présentation du compte de résultat*

	2025	2024
Produits d'exploitation	82 677 882	78 712 137
Utilisation des fonds dédiés	663 826	287 268
Total des produits d'exploitation	83 341 707	78 999 405
Charges d'exploitation	81 317 020	78 093 952
Report en fonds dédiés	635 310	781 036
Total des charges d'exploitation	81 952 330	78 874 989
Résultat d'exploitation	1 389 377	124 416
Résultat financier	30 908	121 866
Résultat exceptionnel	0	29 616
Impôt sur les bénéfices	0	22 169
Excédent ou déficit	1 420 285	253 729

5.2 Présentation des produits d'exploitation

Produits d'exploitation	2025	2024	Reclassement	2024
Cotisations	600	120		120
Ventes de biens et services / ventes de marchandises				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
<i>dont ventes de biens relatives aux activités SMS</i>				
Ventes de prestations de services	0	208 161		208 161
<i>dont parrainages</i>				
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités SMS</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	81 157 132	76 997 047		76 997 047
<i>dont Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités SMS</i>				
Ressources liées à la générosité du public	10 569	3 765		3 765
recettes des opérations de collecte de parrainages reçus villages, enfants et cadeaux				
<i>dont dons manuels</i>	10 569	3 765		3 765
<i>dont Mécénats</i>	0			
<i>dont Legs, donations et assurances vie</i>				
Contributions financières	258 394	238 266		238 266
Reprises des amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	433 052	1 264 778		1 264 778
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6 600			
Utilisations des fonds dédiés	663 826	287 268		287 268
Autres produits	811 534	0		0
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	83 341 707	78 999 405	0	78 999 405

5.3 *Détail des financements publics*

Financements publics	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Total
Concours publics					0
		1 629 190	78 473 090		80 102 280
Subventions d'exploitation		0	720 574	334 279	1 054 852
					0
Subventions d'investissements					0
					0
TOTAL	0	1 629 190	79 193 663	334 279	81 157 132

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 *Contributions volontaires en nature*

Elles se composent de 2030 euros pour la société Premium consulting pour l'évaluation des provisions retraites et de 11 087,55 euros pour la société Wavestone pour son audit du système d'information soit une contribution estimée à 13 117,55 euros. Ces informations se trouvent en bas du compte de résultat.

La valorisation et la comptabilisation du bénévolat n'a pas été retenue par la fondation. Son caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de l'entité a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la direction de l'entité, la mise à disposition à titre gratuit des locaux du SAHP rue de la Croix-Nivert et du SAJE Villeneuve.

6.2 *Transactions effectuées avec des contreparties*

L'entité a effectué avec des personnes physiques ou morales, dénommées contrepartie, les transactions courantes non conclues à des conditions normales :

NEANT

6.3 Engagements hors bilan

6.3.1 Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
a) intérêts restant à courir sur emprunt auprès des établissements de crédits	
part à moins d'un an	126 076
part à plus d'un an et moins de 5 ans	393 604
part à plus de 5 ans	472 526
b) engagement de crédit bail (redevances restant à payer)	
-crédit bail mobilier	-
-crédit bail immobilier	-
c/ cautions données	-
Engagements reçus	Montant
a) cautions reçues	-
b) réservation de lits	-

6.3.2 Dettes garanties par des suretés réelles

1. Emprunt CCCC de 274 408,23 € - année 1994 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 274 408,23 € sur les terrains sis à Le Perreux-sur-Marne (94170) - 158/162, rue de Metz.
2. Emprunt CCCC de 945 183,91 € - année 1996 : subrogation du privilège de prêteur de deniers à hauteur de 787 399,17 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
3. Emprunt CEP de 945 183,91 € - année 1996 :
 - Inscription de privilège de prêteur de deniers pari passu à hauteur de 864 060,07 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
 - Hypothèque conventionnelle de 1er rang pari passu à hauteur de 81 123,84 € sur l'immeuble situé à Paris (75013) - 39, rue Jenner.
4. Emprunt SOFIAP de 304 898,03 € - année 1996 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 304 898,03 € sur le pavillon situé à Villiers-sur-Marne (94350) - 4, rue du général Leclerc.
5. Emprunt CDC de 358 255,19 € - année 1996 : hypothèque conventionnelle de 1er rang à hauteur de 358 255,19 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 95, rue de la Station.
6. Emprunt CCCC de 274 408,23 € - année 1999 : subrogation du privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers en 1er rang ainsi qu'hypothèque conventionnelle complémentaire à hauteur de 221 051,07 € pour les privilèges en question - 53 357,16 € pour l'hypothèque conventionnelle sur l'immeuble situé à Paris (75020) - 57, boulevard Mortier.
7. Emprunt CCCC de 182 938,82 € - année 1999 : hypothèque conventionnelle de 2ème rang derrière la CDC à hauteur de 182 938,82 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des Grands Noyers.
8. Emprunt CDC de 323 191,92 € - année 1999 : hypothèque de 1er rang devant la CCCC à hauteur de 323 191,92 € sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des Grands Noyers.
9. Emprunt CDC de 317 093,96 € - année 2000 : hypothèque de 1er rang à hauteur de 317 093,96 € sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.

10. Emprunt CCCC de 193 610,25 € - année 2000 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers en 1^{er} rang pari passu avec la CDC ainsi qu'hypothèque conventionnelle de 2^{ème} rang sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.
11. Emprunt CCCC de 60 979,61 € - année 2000 : hypothèque de 3^{ème} rang sur le pavillon situé à Ermont (95120) - 2, rue du Professeur Calmette.
12. Emprunt CCCC de 60 979,61 € - année 2000 : hypothèque de 3^{ème} rang sur le pavillon situé à Franconville (95130) - 12, rue des grands Noyers.
13. Emprunt CCCC de 800 000 € - année 2005 : hypothèque de 2^{ème} rang sur le pavillon situé au Perreux (94170) – 158 à 162, rue de Metz.
14. Emprunt CCCC de 1 341 000 € - année 2006 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers sans concurrence ainsi qu'hypothèque conventionnelle complémentaire sur le pavillon situé à La Courneuve (93120) – 8 avenue du Président Wilson.
15. Emprunt CCCC de 720 000 € - année 2007 : subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers ainsi qu'hypothèque conventionnelle de premier rang sur le pavillon situé à La Courneuve (93120) -22 rue de Berri.
16. Emprunt Caisse d'Epargne de 1763 492€ - année 2007 : hypothèque de 1^{er} rang sur bail emphytéotique de Neauphle.
17. Emprunt BFCC de 440 000€ - année 2015 : hypothèque de 1^{er} rang sur l'ensemble de l'immobilier sis à 2 Ter Rue de Coeuilly à Villiers
18. Emprunt BFCC 2 350 000€ Maison du Sacré-Cœur année 2016 : garantie CEGC pour un montant de 1 316 000€
19. Emprunt Caisse d'Epargne 2 350 000€ Maison du Sacré-Cœur année 2016 : garantie CEGC pour un montant de 1 184 400€
20. Emprunt Caisse d'Epargne ADOPHÉ 93 : 200 000€ année 2017 garantie CEGC pour un montant de 30 131,33€
21. Emprunt Caisse d'Epargne SAF 93 : 270 000€ année 2017 garantie CEGC pour un montant de 122 198,56€
22. Emprunt BFCC MJIE : 735 000€ - année 2021 garantie CEGC pour un montant de 142 406,25€
23. Emprunt BFCC MAE 95 : 790 000€ - année 2025 garantie CEGC pour un montant de 378 541,65€

6.4 Effectif moyen

	ETP	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	129,37	
Non cadres	848,51	
TOTAL	977,88	

6.5 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 66 748 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), dont

- 66 748 € au titre de la mission légale de contrôle des comptes

6.6 *Information sur les rémunérations des dirigeants*

➤ Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, aucune rémunération n'a été versée aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés : il s'agit du président, du secrétaire et du trésorier qui sont tous les trois bénévoles.

7 INFORMATIONS DES FONDATIONS

La dotation non consommable de la Fondation est de 1 500 000 €.

Elle est composée d'un placement financier : 2 obligations françaises placées au Crédit Coopératif valorisées à 1 528 182 € au 31/12/2025.

